

الحبيبة  
ستوف  
محرر

# Le Hezbollah fragilisé au Liban ?

Par **Didier Leroy**, chercheur à l'Institut royal supérieur de défense (Belgique), chercheur associé à l'Université libre de Bruxelles et à l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (OMAN) de la Chaire Raoul Dandurand (UQAM).

Il y a exactement quarante ans, dans un contexte d'exportation de thèses révolutionnaires au départ de Téhéran, l'ayatollah Khomeiny envoyait 2000 pasdarans au Liban afin d'encadrer la création d'une milice anti-israélienne proprement chiite : le Hezbollah. Depuis lors, le parti de Dieu n'a cessé de défrayer la chronique en déroulant une courbe de croissance aussi impressionnante qu'inquiétante. Si la « question Hezbollah » est devenue l'axe de polarisation sociétale par excellence au pays du cèdre, elle tourmente plus que jamais l'échiquier moyen-oriental sur lequel plusieurs protagonistes guettent le moindre signe d'essoufflement de la part du mouvement mené aujourd'hui par Hassan Nasrallah. Plusieurs développements récents posent la question d'une éventuelle fragilisation du Hezbollah, surtout sur le plan domestique. Parmi ceux-ci, l'effondrement de l'économie libanaise depuis l'automne 2019, l'explosion survenue dans le port de Beyrouth en août 2020, ou encore la « nouvelle guerre civile évitée de peu » en octobre 2021, ont constitué autant de calamités subies par les Libanais, et pour lesquelles le Hezbollah a dû endosser le fardeau d'une responsabilité politique croissante. De fait, ces dernières années ont vu l'ire populaire régulièrement s'exprimer sur les portraits des ténors politiques du pays, y compris — une première ou presque — celui du « Sayyed » Nasrallah. La perception

mafieuse, voire criminelle, du mouvement armé a considérablement gonflé suite à l'assassinat de Lokman Slim, l'ultime voix chiite « anti-Hezb » au Liban (février 2021), aux manœuvres d'intimidation à l'égard de Tarek Bitar (octobre 2021), le juge menant l'enquête sur l'explosion du port, et à la condamnation de Hassan Merhi et Hussein Oneissi, deux membres présumés du Hezbollah, par le Tribunal Spécial pour le Liban (TSL) en février 2022. Tout ceci a mené les détracteurs du parti chiite à accuser celui-ci, en mauvaise posture, de vouloir repousser les élections législatives de mai 2022.

## Un nouveau contexte

S'en tenir à un tel état des lieux rassurerait certes les chancelleries occidentales, mais projetterait une photographie incomplète à deux égards. Premièrement, l'image se verrait déformée par la sur-analyse des secousses de la vie politique libanaise à une époque où c'est bien la survie économique qui hante la majorité des esprits sur place. Et l'on peut difficilement ignorer le zèle du Hezbollah dans ce registre, puisque sa base partisane n'oubliera ni sa proactivité dans la gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, ni l'aide sociale fournie par ses coopératives face à la pénurie de produits de première nécessité lors de l'effondrement de la monnaie, et encore moins l'acheminement d'essence iranienne via la Syrie face à la pénurie d'hydrocarbures au Liban. Dernier point et non le moindre : Nasrallah a annoncé en octobre 2021 que la composante armée de son mouvement, traditionnellement estimée à 25 000 combattants, comptait désormais 100 000 hommes (mobilisables). Si le caractère démagogique de cette déclaration semble évident, il convient néanmoins d'en retenir un élément stupéfiant : le Hezbollah semble avoir poursuivi sa

croissance en tant qu'employeur en dépit des sanctions contre l'Iran et d'un taux de chômage (30 %) qui a triplé en trois ans au Liban.

Deuxièmement, le bilan serait biaisé par la non prise en compte de la pesanteur du régional sur le national. D'un côté, la vague de normalisation israélo-arabe initiée par les Accords d'Abraham en août 2020 a considérablement rebattu les cartes au désavantage de l'Iran (et donc du Hezbollah), et il s'agit là d'une lame de fond qui n'a probablement pas encore dévoilé tous ses effets. Mais de l'autre côté, la décennie écoulée de guerre en Syrie a permis au Hezbollah d'y développer une empreinte militaire conséquente et d'en percevoir les dividendes politiques au Liban. Dans une perspective plus large encore, il incarne désormais la principale police d'assurance-vie de Téhéran parmi ce montage milicien régional que le Corps des Gardiens de la Révolution islamique appelle désormais « les six armées de Téhéran en dehors d'Iran » (1). Rétrospectivement, le Hezbollah et l'Iran peuvent se targuer d'avoir à leur actif quarante années de relation stable et constante, dans une région où très peu d'alliances atteignent les noces d'émeraude.

## L'enjeu de l'accord sur le nucléaire iranien

L'antagonisme irano-israélien, exacerbant le complexe obsidional de chaque partie, a opéré une profonde polarisation régionale dont le Hezbollah ressort comme l'acteur à la fois le plus menacé et le plus redouté par Tsahal. Face à cette équation existentielle, la grande variable dont tout le monde scrute l'évolution — probablement avec trop d'attentes — est l'aboutissement (ou pas) des négociations visant à revivifier l'accord sur le nucléaire iranien. Si un accord devait être atteint, Téhéran pourrait à



**Photo ci-contre :** Le 23 juin 2022, le secrétaire général de l'organisation chiite Hezbollah depuis 1992, Hassan Nasrallah, participe à une réunion au Liban dans un lieu non divulgué. Lors des élections législatives de mai 2022, la formation chiite pro-iranienne et ses alliés ont perdu la majorité au parlement libanais qui devrait être composé en majorité de députés ouvertement hostiles à la domination du Hezbollah. Même si le Hezbollah a limité la casse, en conservant l'hégémonie sur la communauté chiite, les résultats de ce scrutin constituent une défaite importante, la seconde de suite pour l'axe iranien après celle enregistrée en Irak. (© AFP/Al-Manar)

nouveau respirer financièrement et devrait, en principe, « inviter » le Hezbollah à diminuer ses provocations trop visibles, en l'occurrence l'envoi de drones vers Israël. Le mouvement, voué à bénéficier également de la levée des sanctions, y verrait une fenêtre propice pour se recentrer sur ses activités plus discrètes telles que l'aménagement de tunnels et le développement de ses propres munitions guidées de précision. Au mieux, ce scénario pourrait prolonger la relative stabilité le long de la frontière israélo-libanaise à l'œuvre depuis 2006, et maintenir la force aérienne israélienne dans la « guerre entre les guerres » qu'elle mène à travers ses frappes en Syrie depuis 2013.

Si en revanche aucun accord ne devait être atteint, l'Iran poursuivrait sa fuite en avant, en associant plus que jamais sa propre sécurité à la robustesse de ses proxies. La « miliciarisation » de la région s'accélérerait encore davantage et multiplierait les risques d'embrasement de grande ampleur à court terme. Au pire, ce scénario pourrait mener à une guerre de haute intensité impliquant divers acteurs locaux, régionaux, voire globaux. Dans ce cadre, le Hezbollah, qui plaide depuis longtemps pour une économie libanaise tournée vers l'Asie (Chine et Russie), se sait tout aussi redevable vis-à-vis de Moscou que ne l'est le régime de Damas et songe probablement de plus en plus aux intérêts que présenterait une Russie militairement engagée au Liban.

Une foule de possibilités se déploie bien entendu entre le meilleur de l'accord et le pire du non-accord. Mais où que l'on place le curseur, rien ne suggère que le Hezbollah cesserait le développement de ses principaux atouts de dissuasion (un arsenal estimé à quelque 130 000 missiles de portée variable et 2000 drones), bien au contraire. L'actualité moyen-orientale

de ce premier trimestre 2022, éclipsée par la crise ukrainienne, révèle une escalade inquiétante dans ce rapport de forces irano-israélien dont il est plus que jamais la pierre angulaire (2), ce qui pourrait pousser Israël à frapper préventivement et durement le Hezbollah au cas où l'Iran parviendrait au seuil nucléaire, pour éviter que cette milice ne devienne un outil compliquant l'équation de la dissuasion avec Téhéran.

Finalement, le Hezbollah est-il « fragilisé au Liban » ? L'affirmative peut se défendre en verrouillant la question dans un cadrage domestique récent. Si l'on observe en revanche l'évolution du paysage sur le plan de la géopolitique régionale, le Hezbollah se révèle encore résilient... dans un Liban dramatiquement fragilisé.

**Didier Leroy**

#### Notes

(1) Il est fait allusion à la mobilisation populaire en Irak, aux forces pro-Assad en Syrie, au Hezbollah au Liban, au Hamas et au Jihad Islamique dans les territoires palestiniens, et aux rebelles houthis au Yémen.

(2) S. Sokol, « Israel-Iran drone war goes ballistic: A timeline », *Haaretz*, 16 mars 2022 (<https://bit.ly/30yA0by>).



**Photo ci-dessus :** En octobre 2021, Hassan Nasrallah dévoilait pour la première fois le nombre de combattants dans les rangs de son parti. Si cette information doit être prise avec précaution, le secrétaire général du Hezbollah affirme compter 100 000 hommes dans ses rangs, soit un chiffre en moyenne trois à quatre fois plus élevé que ce que les estimations les plus sérieuses avaient avancé ces dernières années. (© Shutterstock)

**Photo ci-contre :** En août 2021, le Hezbollah annonçait que le premier navire de carburant iranien était en route vers le Liban. En septembre, c'est un convoi de camions transportant du carburant iranien, après avoir traversé la Syrie, qui était célébré par le mouvement chiite. Si ces livraisons sont une violation des sanctions américaines contre l'Iran, Washington semble avoir détourné les yeux, tout comme Israël, qui a déclaré qu'il n'entraverait pas cet approvisionnement en pétrole iranien, alors que le Liban est frappé par une crise économique et énergétique. (© Shutterstock)